



Les coûts économiques liés à l'expérience d'un désavantage socioéconomique dans l'enfance

Novembre 2022

- En moyenne, dans les pays européens de l'OCDE, les adultes en âge de travailler qui ont connu un désavantage socio-économique dans leur enfance ont environ 3 à 6 points de pourcentage de moins de chances d'être employés, gagnent environ 20 % de moins et se déclarent en moins bonne santé (avec une pénalité équivalente à environ deux semaines en parfaite santé par an) que les adultes ayant eu une enfance plus favorable.
- Ces pénalités représentent des pertes importantes pour les économies. Dans les pays européens de l'OCDE, les pénalités liées aux désavantages connus dans l'enfance sur le marché du travail représentent en moyenne l'équivalent de 1,6 % du PIB chaque année, et les pénalités liées à la santé représentent en moyenne 1,9 % du PIB, ce qui donne un coût total moyen des désavantages de l'enfance équivalent à 3,4 % du PIB, chaque année.
- Les coûts du désavantage subi pendant l'enfance sont les plus faibles en Finlande, avec 1,4 % du PIB, et les plus élevés en République tchèque et en Lituanie, représentant respectivement environ 4,8 % et 6,1 % du PIB.
- Ces coûts comprennent également des pertes pour les finances publiques. En raison de la réduction de l'emploi et de la baisse des revenus, les gouvernements perdent jusqu'à 7 % de recettes fiscales et versent jusqu'à 6 % de plus en prestations sociales pour soutenir les personnes touchées. Le coût équivalent au PIB pour les budgets publics s'élève à, en moyenne, 0,7 % du PIB.
- En ce qui concerne l'emploi et les revenus, les pénalités associées au désavantage lié à l'enfance sont souvent moins importantes dans les pays dont les marchés du travail comportent une grande part d'emplois très qualifiés, et où les niveaux historiques de dépenses sociales sont plus élevés. S'attaquer au désavantage lié à l'enfance exige de renforcer les actions visant à prévenir son apparition et à atténuer ses conséquences tout au long de la vie. Il est important que les travaux futurs explorent davantage la manière dont les politiques peuvent être utilisées pour minimiser l'impact du désavantage lié à l'enfance et mieux éviter ses coûts.

Grandir dans un milieu défavorisé limite les opportunités plus tard dans la vie...

Grandir dans une situation socio-économique défavorisée a de vastes effets sur la vie des enfants. Par exemple, les enfants issus de familles défavorisées (voir ci-dessous) prennent souvent du retard dans le développement de leurs compétences (Clarke and Thévenon, 2022^[1]). Ces enfants obtiennent souvent de

moins bons résultats à l'école et quittent souvent le système éducatif avec des connaissances et des compétences inférieures à celles de leurs camarades plus favorisés. Le désavantage socio-économique affecte également la santé physique des enfants, leur santé mentale et leur développement social et émotionnel, entre autres aspects du bien-être et du développement (Clarke and Thévenon, 2022^[1]). Sans que ce soit leur faute, les enfants issus de milieux défavorisés commencent trop souvent leur vie sur un pied d'inégalité.

Ces inégalités précoces ont une incidence sur le bien-être des enfants aujourd'hui, mais elles ont aussi des effets qui continuent de façonner leurs opportunités et leurs résultats longtemps après qu'ils sont devenus adultes. Par exemple, en entravant le développement des compétences et la réussite scolaire, les désavantages socio-économiques vécus pendant l'enfance jouent un rôle important dans la détermination des débouchés ultérieurs sur le marché du travail. Bien qu'il y ait des exceptions, les perspectives d'emploi sont souvent limitées pour les adultes qui ont quitté l'enseignement avec peu ou pas de qualifications. De même, en partie par ses effets sur la santé de l'enfant, le statut socio-économique pendant l'enfance est un déterminant important de la santé de l'adulte et de l'existence possible de limitations d'activité.

Qu'entendons-nous par désavantage socio-économique lié à l'enfance ?

Le statut socio-économique de l'enfant est un concept large et multidimensionnel. Souvent mesuré à l'aide d'une combinaison de l'éducation et de la profession des parents, du revenu du ménage ou des possessions de la famille/du ménage, le statut socio-économique de l'enfant cherche à refléter l'accès des enfants à d'importantes ressources économiques et sociales et la manière dont cet accès se compare à celui des autres. Le désavantage socio-économique de l'enfance désigne donc un manque relatif d'accès à des ressources importantes.

Dans notre document « The economic costs of childhood socio-economic disadvantage in European OECD countries » (Clarke et al., 2022^[2]), le statut socio-économique de l'enfance est mesuré par un index composite construit sur la base d'informations rétrospectives fournies par des adultes en âge de travailler sur leur situation familiale à l'âge de 14 ans environ. Les composantes de cet index comprennent des mesures de privation matérielle et de la situation financière du ménage, de l'éducation des parents et du statut d'activité des parents. Nous considérons que les personnes se situant dans le quintile inférieur de leur pays selon cet index ont grandi dans une situation socio-économique défavorisée.

...et cela entraîne des coûts, tant pour les individus que pour les sociétés

Faire en sorte que tous les enfants, quel que soit leur milieu d'origine, aient des chances égales dans la vie est avant tout une question d'équité et de justice. Aucun d'entre nous ne contrôle les conditions dans lesquelles nous sommes nés, et les différences de résultats qui peuvent s'expliquer par des circonstances indépendantes de notre volonté, comme nos antécédents familiaux, sont largement considérées comme injustes par les citoyens des pays de l'OCDE (Balestra and Ciani, 2022^[3]).

Mais au-delà du souci d'équité, il existe d'autres raisons de s'inquiéter de l'inégalité des chances offertes aux enfants issus de milieux socio-économiquement défavorisés. La cohésion sociale en est une. Les sociétés qui offrent peu d'espoir de mobilité sociale ascendante peuvent favoriser les sentiments d'exclusion et de mécontentement parmi les groupes défavorisés (OECD, 2018^[4]). La prospérité économique en est une autre. Les taux d'emploi et de rémunération plus faibles chez les adultes issus de milieux défavorisés représentent un gaspillage de talents et une perte de production potentielle, tandis qu'une santé plus fragile représente une perte de bien-être. Les finances publiques risquent également

d'en pâtir, car le niveau moindre d'emploi et de production peut entraîner une perte de recettes fiscales pour les gouvernements, et la baisse des revenus peut obliger ces derniers à verser davantage de prestations sociales pour soutenir les personnes touchées.

L'ampleur de l'impact des désavantages subis par les enfants est considérable...

Le document « The economic costs of childhood socio-economic disadvantage in European OECD countries » (Clarke et al., 2022^[2]) examine l'ampleur des coûts économiques liés au désavantages socio-économiques vécus dans l'enfance. À partir des enquêtes européennes sur les revenus et les conditions de vie des ménages (EU-SILC) de 2019, nous étudions comment les désavantages socio-économiques vécus dans l'enfance affectent les résultats sur le marché du travail et la santé à l'âge adulte, et nous utilisons ces estimations pour évaluer le coût que les pertes d'emploi, les pertes de revenus et les pertes de santé représentent en pourcentage du PIB.

Les résultats montrent que dans la quasi-totalité des pays européens de l'OCDE, les adultes qui ont été défavorisés sur le plan socio-économique dans leur enfance ont un taux d'emploi plus faible, des revenus plus bas et une moins bonne santé que les adultes ayant eu une enfance plus « moyenne ». En moyenne, les hommes et les femmes en âge de travailler issus de milieux défavorisés ont, respectivement, 3 et 6 points de pourcentage de moins de chances d'être employés que ceux issus de milieux « moyens » et, s'ils travaillent, ils gagnent environ 20 % de moins par an. Les adultes qui ont été défavorisés pendant l'enfance se déclarent également en moins bonne santé, avec en moyenne une réduction d'environ deux semaines par an du temps vécu en pleine santé et sans limitation d'activité.

Plusieurs mécanismes sous-tendent ces « pénalités » liées aux désavantages de l'enfance. L'éducation, comme on peut s'y attendre, joue un rôle important : nous estimons que les différences de niveau d'éducation peuvent expliquer environ un cinquième de l'association globale entre les désavantages subis dans l'enfance et les revenus ultérieurs pour les hommes, et environ un quart pour les femmes. Elles expliquent également environ un sixième de l'association avec la santé ultérieure. Parmi les autres facteurs médiateurs importants, citons les différences d'expérience professionnelle au cours de la vie - les adultes issus de milieux défavorisés sont moins susceptibles d'avoir un parcours professionnel continu, ce qui réduit les chances d'emploi aujourd'hui ; et l'état de santé qui affectent l'emploi et les revenus perçus sur le marché du travail.

Les pénalités liées aux désavantages affectant l'enfance ont des effets induits sur les finances publiques. Sans tenir compte des coûts potentiels pour les systèmes de santé, nous estimons que dans un sous-ensemble de pays européens de l'OCDE, la réduction de l'emploi et la baisse des revenus des adultes qui ont grandi dans un milieu défavorisé entraînent des pertes allant jusqu'à 7 % des recettes fiscales publiques provenant des ménages en âge de travailler, et des augmentations allant jusqu'à 6 % des dépenses publiques en prestations non liées à la retraite destinées aux ménages en âge de travailler.

...et ses coûts touchent toute la société

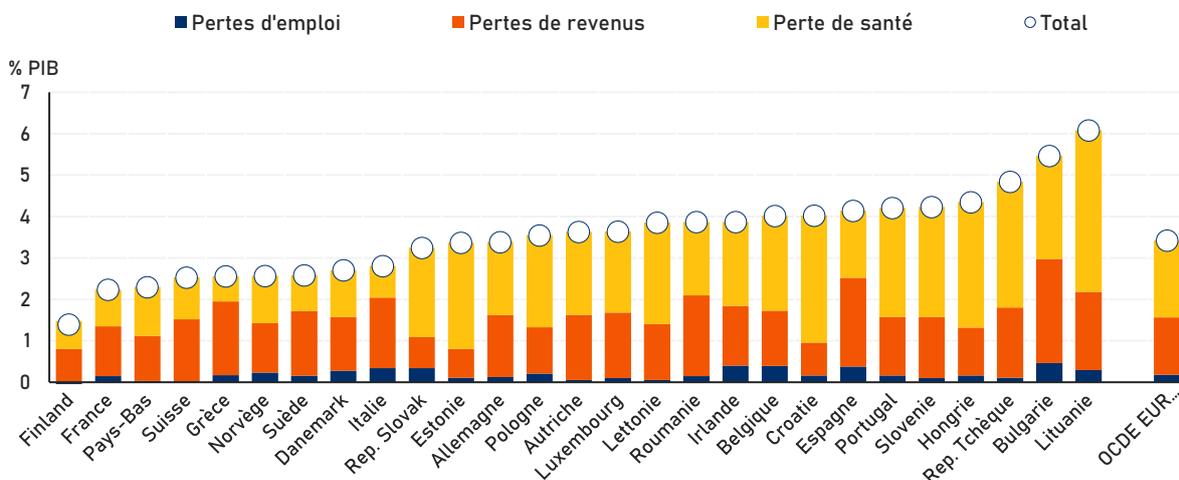
Ces pénalités ont un coût important pour nos sociétés. En utilisant des techniques de monétisation tirées de la littérature de recherche sur les coûts de la pauvreté des enfants, nous estimons que les pénalités sur le marché du travail liées aux désavantages de l'enfance représentent en moyenne l'équivalent de 1,6 % du PIB chaque année, et les pénalités sur la santé l'équivalent annuel de 1,9 % du PIB. Si l'on combine les deux, on obtient un coût moyen total lié aux désavantages de l'enfance qui équivaut à 3,4 % du PIB ; en d'autres termes, en raison de la détérioration de la santé, de la réduction de l'emploi et de la baisse des revenus, les désavantages vécus dans l'enfance coûtent *chaque année* aux pays européens de l'OCDE l'équivalent de 3,4 % du PIB.

L'ampleur et la composition de ces coûts varient selon les pays. Nous constatons que le coût global des désavantages de l'enfance est le plus faible (1,4 % du PIB) en Finlande, où les pénalités liées au fait de grandir dans un environnement défavorisé sont relativement faibles. Il est plus élevé en Hongrie (4,3 % du PIB), en République tchèque (4,8 %) et surtout en Lituanie (6,1 %), dans tous les cas en raison de pénalités sanitaires relativement importantes dues aux désavantages de l'enfance. La Belgique, le Portugal, la Slovénie et l'Espagne affichent également des coûts globaux relativement élevés (équivalant à 4 % ou plus du PIB), dans ce dernier cas, en raison principalement d'une forte association négative entre les désavantages subis dans l'enfance et les revenus du travail ultérieurs.

L'identification des facteurs à l'origine des différences entre les pays en matière de pénalités liées au désavantage nécessite des recherches plus approfondies, mais notre document propose quelques pistes. En ce qui concerne l'emploi et les revenus, nous montrons que l'impact du désavantage est souvent plus faible dans les pays où l'ampleur du désavantage vécu dans l'enfance par les enfants les moins favorisés est plus limitée, où globalement les inégalités des ressources sociales et économiques vécues dans l'enfance étaient moindres, où les marchés du travail recourent plus massivement à des emplois hautement qualifiés, et où les niveaux historiques de dépenses sociales sont plus élevés. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une preuve de causalité, ces associations suggèrent qu'une grande partie de l'impact du désavantage lié à l'enfance peut être atténuée si un environnement favorable et des politiques appropriées sont mis en place.

Les coûts du désavantage socio-économique vécu dans l'enfance

Valeur monétaire totale estimée de l'emploi, des revenus et de la santé « perdus » pour les personnes âgées de 25 à 59 ans ayant grandi dans un milieu socio-économique relativement défavorisé, en % du PIB, par pays, 2018-19.



Note : « OCDE EUR moy. » désigne la moyenne non pondérée des 24 pays européens de l'OCDE couverts. Sont exclus la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie.

Source : Clarke et al. (2022^[2]), basé sur Les Enquêtes de l'Union Européenne sur les Revenus et les Conditions de Vie (EU-SILC) 2019.

Ces coûts estimés soulignent l'importance de renforcer les efforts politiques visant à lutter contre les désavantages sociaux et économiques subis par les enfants. Des travaux antérieurs ont montré qu'un large éventail d'actions est nécessaire pour prévenir les désavantages et en atténuer les conséquences tout au long de la vie (OECD, 2018^[4]; OECD, 2019^[5]). Il est crucial d'aider les familles à répondre aux besoins fondamentaux des enfants dès la naissance. Il s'agit notamment de garantir un logement décent et la sécurité financière des familles, ainsi que de lutter contre les privations que les enfants peuvent subir en matière d'alimentation ou de nutrition, d'environnement d'apprentissage et d'opportunités sociales et

de loisirs. Il est également essentiel de veiller à ce que les parents disposent du temps et des ressources nécessaires pour s'occuper de leurs enfants et les soutenir, ainsi que d'investir dans l'éducation et la scolarisation, notamment dans les programmes destinés à la petite enfance. Les politiques de santé – y compris pour les enfants – et les politiques de l'emploi sont également des éléments importants pour éviter que les désavantages socio-économiques de l'enfance ne se transforment en pénalités en matière de santé et d'emploi tout au long de la vie. Il convient de réexaminer ce que les pays dépensent pour les enfants et la manière dont ils le font, s'ils veulent minimiser les désavantages de l'enfance et éviter les coûts économiques qui s'ensuivent lorsque les enfants défavorisés atteignent l'âge adulte.

Pour en savoir plus

- Balestra, C. and E. Ciani (2022), "Current challenges to social mobility and equality of opportunity", *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, No. 10, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a749ffbb-en>. [3]
- Clarke, C. et al. (2022), "The economic costs of childhood socio-economic disadvantage in European OECD countries", *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, No. 09, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/8c0c66b9-en>. [2]
- Clarke, C. and O. Thévenon (2022), "Starting unequal : How's life for disadvantaged children?", *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, No. 06, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a0ec330c-en>. [1]
- OECD (2019), *Changing the Odds for Vulnerable Children: Building Opportunities and Resilience*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a2e8796c-en>. [5]
- OECD (2018), *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264301085-en>. [4]

Ressources

Portail de l'OCDE sur le bien-être des enfants, <https://oe.cd/4MJ>

Tableau de bord de l'OCDE du bien-être des enfants, oe.cd/cwb-dashboard (en anglais uniquement)

Observatoire de l'OCDE sur la mobilité sociale et l'égalité des chances, <https://oe.cd/MSEC>

Comprendre la mobilité sociale, <https://oe.cd/mobilite-sociale>

Contacts

Pour de plus amples informations, merci de nous contacter à l'adresse : wellbeing@oecd.org.

Centre de l'OCDE pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (WISE)

www.oecd.org/fr/wise

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions qui y sont exprimées et les arguments qui y sont avancés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.